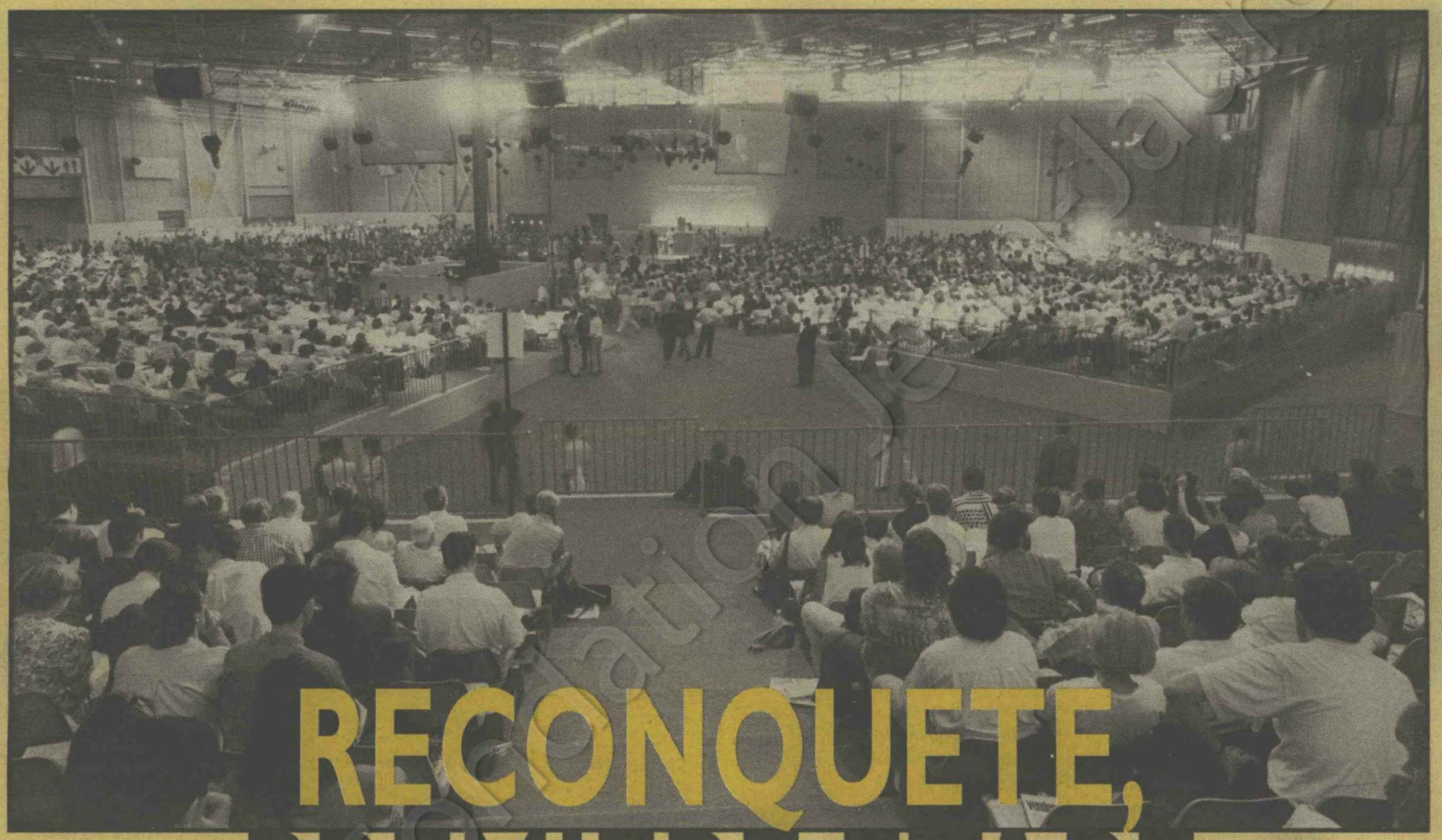
Vendredi

ETATS GENERAUX DES SOCIALISTES

Supplément au n°194 - 2e cahier - Dimanche 4 juillet 1993



RECONQUETE, PREMIERE ETAPE

La deuxième journée des Etats généraux a confirmé la première. Elle a donné lieu à des débats denses, ouverts à la dimension européenne, très passionnés en séance plénière. Certes, la cinquantaine d'interventions à la tribune ont été de qualité inégale, mais c'est la loi du genre. Au moins cette procédure a-t-elle donné l'occasion au Parti d'aborder des questions de société qu'il n'avait guère l'habitude de traiter à cet échelon. Rompant avec les pratiques des derniers congrès, les dirigeants ont massivement donné la parole à la base. Une initiative qui s'est avérée payante. Militants et sympathisants ont tenu, dans l'ensemble, un discours porteur de transformation sociale sans retomber dans les vieilles lunes. Ce sont donc des socialistes fermes sur leurs convictions et très matures qui ont débattu à Lyon.

Autre enseignement de ces journées, le PS paraît aborder l'avenir, c'est-à-dire son congrès constituant, dans l'unité. "La division serait mortelle, souligne Laurent Fabius. Je demande le rassemblement." Un langage qui ne pourra que trouver un écho favorable chez Michel Rocard, tout premier secrétaire étant soucieux d'incarner l'unité du Parti. Certes, un texte signé par André Billardon et des élus de différents courants sera déposé lors du comité directeur. Son objectif est d'ouvrir un débat politique de fond quitte à faire apparaître des désaccords. Réussira-t-il à capitaliser une forte opposition à la direction ?

En attendant, le PS devra prolonger cette dynamique dès la rentrée. Pas question de laisser s'évanouir les libertés et les espoirs nés durant ces trois mois puis ces trois jours.

Le PS s'est remobilisé, il doit maintenant retrouver toute sa place et son lustre comme force d'opposition et de proposition aux yeux des Français. A Lyon, la première étape de la reconquête a été franchie. La deuxième commence dès lundi...

Vraie question, faux débat

Peu de femmes élues dans les assemblées politiques, peu de femmes à des postes éligibles, des situations de blocage, des histoires de quotas... La place des femmes dans le Parti fut soulevée, vendredi après-midi, dans la commission Parti et samedi dans le débat général. Les femmes sont nombreuses à participer à ces Etats généraux. Qu'en pensent les militants ? Quelques points de vue au fil des rencontres.

MARINETTE, permanente à la fédération du Rhône

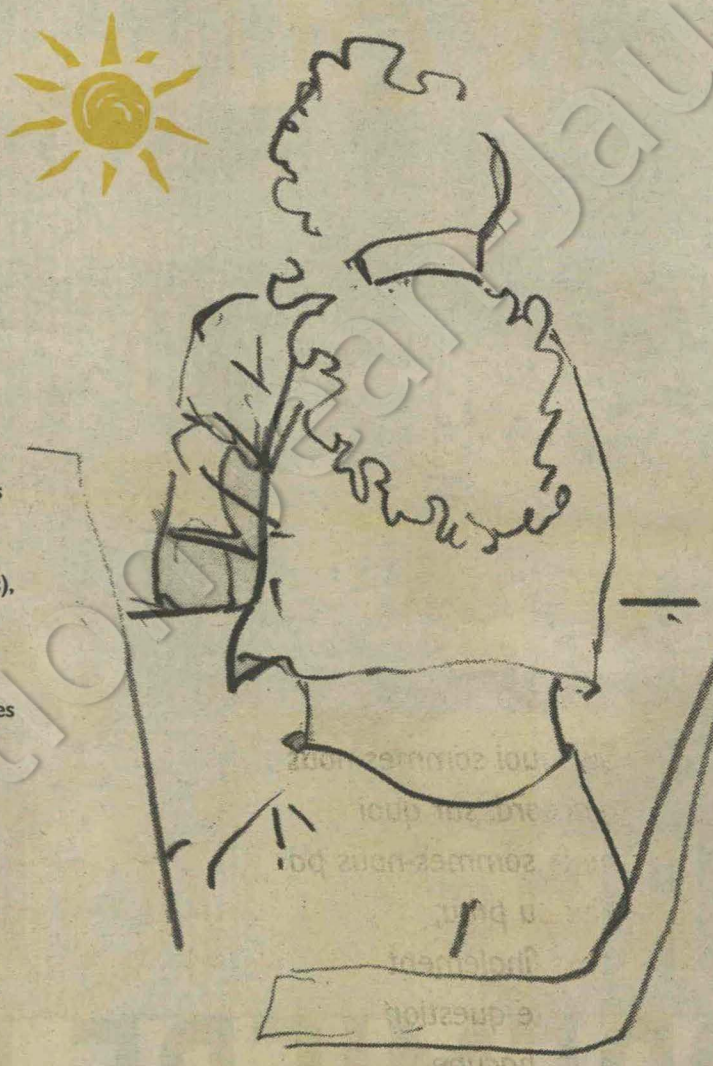
"Les femmes ont accès à tout si elles le souhaitent. Je ne crois pas qu'il existe de réelles barrières. Dans ma fédération, sur trente délégués, nous avons quinze femmes. Il me semble que ce sont les femmes elles-mêmes qui se mettent en situation d'infériorité. Souvent, elles militent dans la commission femmes, défendant encore un certain féminisme qui, aujourd'hui, n'a plus vraiment de raison d'être. La politique, ce n'est pas pas une question de sexe. Il y a des gens qui passent, qui plaisent, d'autres non. Mais je reconnais que les femmes n'ont pas toujours les postes les plus intéressants."

LAURENT LOGIOU, délégué de la fédération de Seine-Maritime

"Les femmes ont raison d'être mécontentes. Elles sont souvent recherchées pour se présenter à des postes électifs perdus d'avance. Lorsqu'il y a une possibilité de gagner, c'est un homme qui est candidat. Tout cela se déroule dans un esprit dominé par la culture catholique. Et puis, nous sommes dans une société de machos. Changer un état d'esprit est une démarche difficile et longue. Il est possible aussi que les femmes n'osent pas assez s'engager. On impose des quotas, on installe une délégation aux droits des femmes mais c'est peut-être une erreur. Est-ce que tout cela, justement, ne dessert pas les femmes ? Il faut surtout arrêter de parler de la place des femmes en termes de conflit. Il n'y en a pas."

ELIANE DRUT-GORJU, maire de Brion (01) et conseillère régionale

"Nos structures politiques datent du XIXe siècle, elles avantagent plus les notables locaux que les femmes. Mais ce n'est pas toujours vrai. Dans ma commune, par exemple (six cents habitants), aux dernières élections municipales, il était possible de panacher la liste et les gens ont choisi justement des femmes. Pour une élection de ce type, les gens votent pour une personne qu'ils connaissent, avec qui ils se sentent bien et peu importe que ce soit un homme ou une femme. Mais les barrages existent bien, c'est freudien. Il existe trois sortes de pouvoir : l'argent, la politique et le sexe. Plus les hommes vieillissent, plus ils s'accrochent au pouvoir politique pour compenser une certaine insuffisance. Les hommes doivent toujours prouver quelque chose. Pas les femmes. Et cela les culpabilise à l'égard des hommes. Les femmes sont aussi un peu paranoïaques, toujours sur la défensive. Elles focalisent sur cette place des femmes dans le Parti. Cela n'a rien à voir avec les quotas. C'est tout simplement une question de respect."



JEAN-PIERRE MICHEL, délégué, fédération du Calvados, conseiller général

"En ce qui concerne les femmes, nous parlons beaucoup, mais nous faisons peu pour que cette question évolue. Une femme, un homme, c'est pareil en politique. Si les femmes ne sont pas plus présentes, c'est peut-être un peu leur faute. Mon épouse milite autant que moi et cela ne soulève aucune difficulté. Le système des quotas n'est pas une bonne formule. Pour que les femmes aient plus de place, il faut qu'elles n'hésitent pas à venir, à montrer qu'elles sont prêtes à s'engager. La place des femmes dans le Parti est une véritable question mais il n'y a pas de désaccord profond, c'est un faux débat."

Propos recueillis par C.L.

"Vendredi"
Abonnement 1 an : **270 F**
DOM-TOM / CE : **400 F**
Autres pays : **600 F**

Je m'abonne !

"Vendredi" + "Vendredi-Idées"
Abonnement 1 an : **350 F**
DOM-TOM / CE : **500 F**
Autres pays : **700 F**



Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....
Ville .....

A renvoyer à "Vendredi", service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07. Chèque à l'ordre de "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande adresse.

DEUXIEME MATINEE DES ETATS GENERAUX

VERS UNE SOCIETE PLUS SOLIDAIRE, PLUS GENEREUSE, PLUS OUVERTE

Partout les points d'accord ont dominé. "La critique passionnée des Etats généraux locaux et départementaux a laissé place à une analyse raisonnée", observait Manuel Valls, rapporteur de la commission chargée du bilan. Certes, le catalogue des critiques est long, parfois lourd. Dénonciation de notre impuissance à maîtriser le chômage, montée des inégalités, de l'individualisme. Accusé également, l'exercice du pouvoir : haro sur les technocrates omniprésents, dénonciation des pratiques d'élus "arrogants", "coupés des réalités", des féodalités et clientélismes locaux. Epinglées, enfin, les affaires, et, à travers elles, le rapport à l'argent. Ce qui n'empêche pas la quasi-totalité des adhérents et sympathisants de se féliciter de notre capacité à gouverner, d'approuver les "acquis sociaux" (retraite à 60 ans, 5e semaine de congés, CSG...), les progrès des droits de l'homme, le RMI... "Le bilan de la gauche sera réévalué avec le temps", ont estimé la plupart des participants. Les socialistes ont désormais pris en compte les évolutions de la société. Le bilan fait, dans la douleur parfois, ils regardent vers l'avenir. "Nous avons les yeux ouverts", conclut Manuel Valls.

TOUT POUR L'EMPLOI

L'avenir, c'est précisément lui qu'a esquissé la commission projet. Esquisse déjà assez aboutie d'un monde plus solidaire. "Il existe une profonde unité de vues entre nous qui ne pourra plus être remise en cause",



Sur quoi sommes-nous d'accord, sur quoi ne le sommes-nous pas ? Peu ou prou, c'est finalement à cette question que chacune des commissions a eu à répondre.

se réjouissait Henri Nallet, rapporteur des travaux, qui soulignait la "grande vigilance démocratique" des participants. "Tout le monde ici sait distinguer la droite de la gauche." Projets et espoirs étaient à coup sûr de gauche. "La politique économique doit être au service de l'homme. L'emploi ne doit plus être considéré comme une variable qu'on ajuste en fonction de contingences financières. Il est le postulat central, l'objectif de toute politique économique auquel doivent s'adapter les autres paramètres de l'économie." Priorité, donc, à une meilleure répartition du travail, des revenus : taxes sur les machines pour freiner la substitution du capital au travail, création d'emplois publics, lutte contre les cumuls de postes, réflexion sur les contreparties à demander aux entreprises qui bénéficient d'allègements de charges... La dissociation entre travail et revenu fait son chemin avec, souvent avancée, l'idée d'un revenu social garanti. Si le monde a changé, les socialistes aussi, qui n'attendent plus de l'inflation ou d'un laxisme budgétaire un remède à leurs maux.

Autre revendication, une démocratie où les citoyens joueraient un rôle plus actif, où le mouvement social pèserait réellement sur les décissions. Corollaire, une limitation du cumul des mandats en nombre et dans le temps et l'introduction d'une dose de proportionnelle dans les scrutins.

Plus de démocratie, telle est également la revendication inlassablement exprimée par les participants de la commission Parti, qui a battu les records de participation. Femmes, jeunes, ouvriers ne sont pas assez représentés dans le Parti. Il faut évoluer vers un "militantisme de cadre de vie". L'unité de base reste la section, mais il faut développer des relations horizontales entre sections et d'autres structures d'adhésion que géographiques : groupements de sections, structures thématiques. Evidemment, la question des courants alimente les débats. Si leur existence dans leur forme actuelle est condamnée très largement, les militants considèrent néanmoins que "les courants sont la source de la richesse et du pluralisme des débats et des choix dans notre Parti." Reste que le mode de scrutin interne n'est pas encore précisément défini.

RASSEMBLER LES FORCES DE GAUCHE

Ensuite ? Il faudra définir des alliances. Tel était l'objectif de la commission "Stratégie et alliances". Préalable. "On ne peut parler de stratégie et d'alliance que si l'on sait d'abord qui on est soi-même", soulignait le rapporteur, Jean-Luc Mélenchon. Quelles alliances ? Avec les communistes, "nos alliés naturels pendant des années" ? Ils sont souvent cités comme partenaires potentiels. Mais toute alliance au sommet avec l'appareil du Parti est exclue. Et leurs pratiques sur le terrain suscitent de nombreuses réserves. A l'égard des écologistes, l'ouverture domine. "Le champ d'alliances s'étend des communistes aux écologistes et aux radicaux de gauche. Les centristes, eux, sont loin de faire l'unanimité : 12% envisagent des accords. Mais, pour de nombreuses fédérations, ils sont d'abord "de droite". L'objectif est bien le rassemblement des forces de gauche. Plusieurs fédérations proposent une confédération au plan national, voire européen.

Ouverture aux autres aussi dans la commission Europe-international. Rapporteur, Edwige Avice se réjouit de "la volonté exprimée d'éviter à notre pays le recroquevillement, le repli", et des réfléxions généreuses et imaginatives sur les pays en voie de développement. "Comment parler de l'immigration sans parler de la faim, de la mort, de la misère et du rôle des pays riches à l'égard des plus pauvres ?"

L'Europe, elle, est complètement intégrée. La Communauté apparaît comme "un espace de régulation nécessaire" dans l'instabilité actuelle du monde. Accélérer sa construction politique s'impose donc comme un impératif à l'égard duquel les socialistes ont une responsabilité particulière. Les propositions n'ont pas manqué pour y parvenir : organisation d'états généraux de la gauche européenne, jumelage entre sections, marche vers un parti socialiste européen, programme commun aux élections européennes, création d'un véritable syndicalisme européen. Qu'il s'agisse de l'Europe, mais aussi de la lutte commune contre la dérégulation mondiale ou de la mise en œuvre d'un mode de coopération plus efficace pour les pays du Sud, les partis socialistes et sociaux-démocrates ont désormais l'immense responsabilité de créer un rapport de force international qui permette de construire un nouvel ordre mondial.

P.J.

L'ENGAGEMENT
DANS LA LIBERTE
AVEC LE NOUVEL OBS Politis,
PASSEZ NOUS VOIR
SUR NOTRE STAND AUX
ETATS GENERAUX
LYON - 2, 3 ET 4 JUILLET 1993

Immigration : un devoir de clarté

Que signifie être de gauche ? Que signifie être socialiste face à l'immigration ? Plusieurs participants ont posé la question. Une question décisive pour l'identité socialiste et sur laquelle, les intervenants l'ont souligné, un clivage traverse le PS. Ayons le courage de le regarder. "Plus de la moitié des militants estiment que les difficultés économiques sont en rapport avec la présence des étrangers", relevait Claudine (93). Pourquoi les socialistes ne restent-ils pas insensibles au discours raciste ? Une partie de notre électorat a perdu ses repères et se mobilise autour d'une thématique autoritaire et nationaliste", s'inquiétait-elle. D'autres s'étonnaient qu'on ait refusé le droit de vote aux élections locales à des gens qui travaillent chez nous, y payent des impôts. Quelle conception de la citoyenneté traduit cette exclusion ? On le sait : les clivages d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier. Etre de gauche, aujourd'hui, n'est-ce pas se battre pour l'égale dignité, l'égal respect, l'égale citoyenneté de tous ? "Non, l'identité nationale n'est pas menacée par des ennemis venus du dehors, juifs hier, bronzés aujourd'hui", s'insurgeait Claudine. Les socialistes qui se battent contre l'exclusion, la marginalisation, ont, face à l'épidémie de racisme qui gangrène notre société, plus que les autres un devoir de vigilance, d'explication. Et de clarté.

P.J.

Revue de presse

"Michel Rocard tente de redynamiser le PS."

Si "Le Monde" reste dans l'expectative après cette première journée des Etats généraux, les autres quotidiens esquissent une réponse sur la réussite de cette tentative : "Le parler concret des socialistes rassure Rocard", titre "Libération". Dans le même ordre d'idées : "Rocard soulagé après la première journée", du "Parisien". "Le pari est déjà à moitié gagné, pour Joseph Macé-Scaron, du "Figaro", à voir le PS organiser, sans accroc, une manifestation de cette ampleur, on a du mal à croire que ce parti sort à peine d'une défaite électorale sans précédent." "Michel Rocard aurait pu être hypercontent s'il n'y avait eu cette diablesse de commission Parti... seul véritable enjeu de pouvoir", commente "Libération". C'est sur ces enjeux que se concentre le "Quotidien de Paris" : "Les vieux démons ne sont pas morts". "Le Progrès" préfère reprendre la thématique 1989 qu'autorise l'intitulé des Etats généraux : "Les socialistes ouvrent leurs cahiers de doléances." "Entre idéalisme et utopie", tels sont vus, par le journal lyonnais, "les milliers de militants et de sympathisants qui ont pris leur rôle très au sérieux."

"Un débat encourageant pour la direction : Rocard peut s'estimer satisfait. Mais le plus difficile reste à faire", commente France 3. Militants et sympathisants anonymes n'ont jamais été à pareille fête sur les petits écrans. Mais les dirigeants sont plus présents aujourd'hui. Sur France 2, Laurent Fabius, et, sur France 3, Dominique Strauss-Kahn sont interviewés par les présentateurs des journaux télévisés, Hervé Claude et Eric Cachart. Pour Dominique Strauss-Kahn, le Parti a bien passé cette étape. Le congrès constituant qui suivra peut l'amener à la reconquête. Laurent Fabius se félicite du succès de ces Etats généraux. Mais il pense qu'on ne pourra les juger vraiment qu'à la lumière du prochain congrès : l'unité doit prévaloir, la division pas être imposée. Pas d'invité à TF1. Mais Michel Rocard sera, à "7 sur 7", celui d'Anne Sinclair, dimanche soir. En avant-goût, le président du PS livre ses premières conclusions : "Le Parti se retrouve, il n'a pas péché par archaïsme. Il assume la dimension européenne et monétaire, mais il veut une transformation sociale profonde et il a raison." Gros plan sur les "inséparables", Martine Aubry et Elisabeth Guigou. Elle donne "une sorte de quitus" pour ces Etats généraux, bien que leur "démarche soit plutôt critique." Qu'il est donc difficile de laisser les vieilles habitudes au vestiaire, ajoute la chaîne, évoquant les clivages sur le mode de désignation des instances et le poids des courants qu'elle illustre par les propos différents de Daniel Percheron et Marie-Noëlle Lienemann. "Rocard a gagné la première manche", conclut TF1.

B.C.

FAIRE DE LA POLITIQUE AVEC BONHEUR

QUELQUE CHOSE EN PLUS

Il se dit que la fédération de la Loire-Atlantique a fait du bon travail à l'occasion des Etats généraux. Mais il y a quelque chose de plus, qui donne une mine épanouie à ses délégués.

A Eurexpo, la fédération de la Loire-Atlantique intéresse. La composition de sa délégation est en effet peu banale : seize femmes sur vingt-six. La polarisation sur cet aspect a le don d'agacer Yannick Vaugrenard, le premier fédéral. Il s'agirait, en fait, d'une anomalie, d'un effet pervers du scrutin majoritaire : par crainte de ne pas respecter le quota de 30% de femmes dans la délégation, le réflexe a été d'élire un maximum des dix-neuf candidates. Le critère sexe a donc primé, sans doute au détriment d'autres. Regrettant cet excès, le premier fédéral ne craint cependant pas d'être accusé de misogynie. Dans toutes les élections, en Loire-Atlantique, les femmes tiennent une place honorable : six sur dix-huit conseillers généraux socialistes (l'assemblée départementale compte neuf femmes sur cinquante-neuf) et un sénateur sur deux.

La prédominance féminine de la délégation n'est manifestement pas ce qu'il faut retenir des Etats généraux en Loire-Atlantique. L'essentiel est sans doute leur qualité : ils ont été lancés avant le comité directeur fatidique, à travers quatre assemblées générales décentralisées. Une démarche déjà utilisée aux moments difficiles du Parti. Après le congrès de Rennes, au moment de la guerre du Golfe ou des affaires, le bureau fédéral s'était ainsi déplacé aux quatre coins du département pour que des débats aient lieu. Satisfaction encore pour les Etats généraux locaux, puis départementaux, qui ont rassemblé 300 participants (sur 2.000 adhérents). On y disait parfois de manière passionnée que, décidément, "le socialisme, ce n'est pas le passé." Cinquante contributions individuelles et collectives ont été réceptionnées par la fédération avant d'être retournées aux secrétaires de section. Les sympathisants, "ex-adhérents revenant avec des exigences fortes" ou militants syndicaux, associatifs actifs n'ont pas peu contribué à enrichir les débats. Il ne s'agit pas seulement d'autosatisfaction : "De l'aveu du journaliste qui couvrait les Etats généraux départementaux, il n'avait jamais vu une salle aussi attentive et studieuse." Les représentants d'autres forces politiques, Génération écologie, AREV, PC, UDB, également présents, ont, semble-t-il, été surpris par le nombre de participants et la qualité des débats. L'ouverture a ainsi été le pendant d'un retour du Parti sur lui-même : les écolos et les autres ont accepté d'accompagner, la semaine dernière, quelques responsables et élus socialistes du département à un voyage d'étude au Parlement européen de Strasbourg.

Tout cela est bel et bon. Mais que s'est-il encore passé dans ce département, pour faire penser qu'il a particulièrement bien rempli sa mission ? Quel est donc ce petit plus, insaisissable, qui émane des conversations avec les militants, comme de l'enthousiasme ? Question d'état d'esprit. C'est Fabrice qui le formule : "On ne se tape pas dessus, on partage des choses ensemble, du vécu au jour le jour." Ils font de la politique avec bonheur. Un microclimat qui s'entretient : avec une petite bouffe après chaque comité fédéral, par l'organisation de voyages fédéraux à l'Assemblée nationale ou au Sénat... Des riens qui rapprochent.

Hier soir, après cette deuxième journée, le repas commun prévu dans un restaurant de Lyon prenait un tour particulier : il s'agissait de fêter les quarante-six ans de parti d'Odette, la plus ancienne militante du département. Mais elle n'en savait rien. C'était une surprise.

M.T.



Fondation Jean Jaurès

LE MONDE A LYON

Grand moment de solidarité internationale, ce matin, avec la présentation des délégations étrangères, le discours de Pierre Mauroy et les interventions d'Achille Ochetto et Philippe Busquin.

Dans la foulée du rapport d'Edwige Avice sur les travaux de la commission Europe-international, Gérard Fuchs a adressé un message de bienvenue aux cinquante-huit partis frères et à leurs quatre-vingt-dix délégués qui ont fait, par amitié et intérêt pour les Etats généraux du PS français, le voyage de Lyon.

Son premier salut, symbole de la conscience européenne qui s'exprime avec force ici, a été pour Axel Hanisch, secrétaire général du Parti des socialistes européens, né à La Haye, en novembre 1992. Issu de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne (UPSCE). Sera-t-il le prélude au Parti socialiste européen dont de nombreux délégués souhaitent la naissance ?

Exprimant le sentiment largement partagé du refus de la purification ethnique en Bosnie et de la mise devant le fait accompli d'une solution politique imposée par la force, il a appelé à soutenir fermement le chef de file de l'opposition serbe qui vient d'entamer une grève de la faim et à

Le message de Felipe Gonzalez : "Conquérir le futur"

Retenu à Madrid, le chef de file du mouvement socialiste espagnol a tenu à être présent, par un message lu par Michel Rocard.

"J'aurais aimé être des vôtres dans cette réunion pour partager vos réflexions sur le rôle du socialisme démocratique aujourd'hui.
Je veux vous adresser un salut cordial et solidaire ainsi que mes vœux chaleureux que vos débats soient fructueux, pleins de sincérité et de volonté de conquérir le futur.
Nous vivons en Europe sous l'emprise psychologique et réelle de la crise économique, conjuguée avec les incertitudes ambiantes après la chute du mur de Berlin. Dans ces temps difficiles, nous courons le risque de voir triompher ceux qui, annonçant la fin d'une époque, proposent des recettes ultralibérales que nous connaissons bien et que nous avons déjà vu appliquer ici ou là.
Il me paraît plus nécessaire que jamais qu'à partir du socialisme démocratique, nous donnions les réponses qui conviennent pour démontrer que la solidarité et l'égalité ne sont pas incompatibles avec la croissance et le développement. Ce sont, au contraire, les éléments inséparables d'un projet d'épanouissement et de progrès. Ils sont également indispensables pour démontrer que nous, socialistes, avons la capacité et la volonté de faire face aux périodes de crise...
Je vous invite à travailler avec foi pour construire, jour après jour, un futur à la hauteur des exigences de la société et, surtout, à travailler avec tous les camarades socialistes européens au projet d'union européenne qui peut et doit nous réunir dans l'ambition de parvenir à des solutions communes à des problèmes communs.
Bon travail, bon courage et, à vous tous, un salut fraternel et affectueux."

3 juillet 1993 : le président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez.



Achille Ochetto, secrétaire général PDS italien (à droite), accompagné de Pierro Fassino.

collection fondation

tous ceux qui, en Serbie et au Kosovo, luttent, parfois au péril de leur vie, pour la liberté et la démocratie. Les applaudissements fournis qui ont accompagné ses propos prouvaient qu'il avait été entendu. Comme il le sera lors du salut adressé à ceux qui affrontent, chez eux, une situation difficile : Kurdes, frappés à la fois par la dictature de Bagdad et l'intégrisme de l'Iran, forces progressistes maliennes, centrafricaines et togolaises qui combattent pour une résistible démocratie, Ligue Awami du Bangladesh qui lutte pour la laïcité et le socialisme dans l'un des pays les plus pauvres du monde.

Un dernier mot, enfin, pour saluer la gauche marocaine (USFP) qui a progressé lors des dernières élections législatives et le Parti travailliste israélien, tout comme l'OLP, qui tentent de trouver enfin ensemble, dans de difficiles négociations, le chemin de la paix.

Après l'intervention de Pierre Mauroy et un message de Felipe Gonzalez lu par Michel Rocard (cf encadrés), Achille Ochetto, secrétaire général du PDS italien, a exprimé sa satisfaction d'assister à ces Etats généraux, qui constituent une "initiative très importante" à ses yeux. En 1989, a-t-il expliqué, le PCI "a pris la décision courageuse d'aller au-delà de l'histoire... en trouvant une relation féconde avec l'ensemble de la tradition progressiste d'inspiration laïque aussi bien que catholique démocratique." Seule force de gauche en Italie, selon lui, à pouvoir contrecarrer les nouvelles forces de droite italiennes, il a estimé que "renouveler la pensée socialiste ne peut se borner à un appel à la solidarité. Nous devons aboutir à un changement des rapports entre les citoyens, entre les hommes." Il a appelé à travailler une nouvelle gauche européenne. "Souvent, les difficultés sont les occasions favorables," a écrit Thomas Mann. Elles ne manquent pas aujourd'hui pour "oser emprunter des chemins inexplorés", a-t-il conclu.

Philippe Busquin, président du PS belge, a, lui aussi souligné "l'événement unique" que constituent les Etats généraux de Lyon. En Belgique, a-t-il expliqué, une "méfiance s'est installée à l'égard du processus démocratique." La vigilance s'impose donc, selon lui. Comme s'impose la nécessité de faire du projet européen un



▲ *Philippe Busquin, président du PS belge.*

“Faire du projet européen un projet immédiat”

"projet immédiat" pour éviter son démantèlement dans les mois à venir. Cette Europe doit être politique et sociale, "respectant les droits sociaux dans un principe de réciprocité". Il a affirmé rentrer chez lui "avec la joie de pouvoir dire que nous sommes fiers d'être socialistes et renforcés dans l'avenir de notre voie commune." Espérons qu'il en sera de même de l'ensemble des participants à ces Etats généraux, étrangers... et français.

Ghislaine Toutain

Pierre Mauroy : “Pour que tout continue, tout doit changer”

Très applaudi, le président de l'Internationale socialiste a exhorté les socialistes et les sociaux-démocrates à dégager “de nouvelles expressions contemporaines.”

Saluant l'ensemble des délégations étrangères, qui rappellent "par leur amicale présence, que le combat des socialistes atteint sa plus haute signification lorsqu'il défend, à travers le monde entier, des valeurs universelles, Pierre Mauroy s'est réjoui des victoires des socialistes espagnols, danois, irlandais, australiens et sénégalais. "L'Internationale socialiste tisse patiemment sa toile", a-t-il constaté, estimant cependant qu'elle "devrait s'adapter aux changements pour surmonter la crise que nous subissons." La carte du socialisme dans le monde est en effet contrastée, ici les défaites, là les victoires, là encore des situations tragiques pour les forces démocratiques comme en Slovénie, Macédoine, Croatie et même en Serbie. Evoquant la montée de l'intégrisme en Algérie, le maire de Lille s'est écrié : "Ce pays nous est trop proche, trop cher, pour ne pas dire notre révolte devant l'assassinat avec préméditation de sept intellectuels dont le crime est de vouloir jeter un pont entre l'islam et l'Occident." Après avoir dénoncé la "guerre atroce" dans l'ex-Yougoslavie et évoqué les grands combats -laïcité, droits des femmes...- qui restent ceux des socialistes, Pierre Mauroy a repris à son compte cette belle formule de Willy Brandt, "Le possible est au-delà du prévisible", pour rappeler la longue histoire des socialistes français. Et particulièrement celle qui, avec François Mitterrand, a "assuré la rénovation du socialisme français", le choix de l'Europe -la plus grande aventure collective de cette génération socialiste- et le choix de la durée, malgré les exigences nouvelles qu'elle créait (acceptation du marché, notamment).. En quelques phrases, le président de l'IS a ouvert des axes de réflexion : "La défaite, a-t-il dit, nous en apprend plus long sur nous que les années de pouvoir... Les défis sont devant nous... Nous sommes dans un de ces moments où, pour que tout continue, tout doit changer... Je suis convaincu que la social-démocratie représente l'espoir majoritaire de l'Europe et sans doute du monde à condition qu'elle invente un nouveau modèle social et dégage de nouvelles expressions contemporaines." En un mot, reconstruire ensemble.

G.T.



▲ *De gauche à droite : Georges Garot, Benoît Hamon, Marie-Laure Meyer, Christian Lafont, Alain Anziani, Claire Dufour, Daniel Percheron, Danielle Stoesel, Marie-Noëlle Lienemann, Julio Perez, Simone Figuet.*

UN APRES-M

Ces Etats généraux auront été ceux de la parole des socialistes. De la parole revendiquée, exercée.
La séance de l'après-midi de cette deuxième journée était le point fort de ce rassemblement.
"Le peuple socialiste vous a délégués, rappelait Claude Estier aux participants. Vous avez la parole et vous seuls."
Les délégués se sont emparés de cette parole : 132 d'entre eux ont demandé à intervenir, alors que l'ordre du jour de la séance n'en prévoyait, à raison de cinq minutes chacun, que 45.
Ces Etats généraux auront été aussi ceux d'un ton retrouvé : l'enthousiasme jusqu'à la véhémence, l'exigence jusqu'à l'intrépidité, souvent exprimée par les femmes, très présentes à la tribune. 48 interventions très diverses, par définition, mais qui se rejoignent sur plusieurs thèmes et se réfèrent toutes à une idée centrale : la soif de démocratie.



15 h 30

La séance de la matinée a accumulé un retard si grand que Julien Dray, qui préside celle de l'après-midi, ne peut donner la parole au premier orateur qu'un peu avant 15 h 30.

A partir du résultat des dernières législatives dans le monde rural, Georges Garot s'interroge sur le bilan de l'action des socialistes depuis 1981 et sur les moyens de retrouver nos appuis habituels parmi les ruraux et de reconquérir leur confiance.

Très applaudi, le secrétaire général du Mouvement des jeunes socialistes, Benoît Hamon, exprime ensuite les révoltes de ceux de sa génération : "Etre de gauche, a-t-il martelé, c'était et cela doit rester, être en colère. La diplomatie sert parfois de paravent à l'indécision, voire la lâcheté : la Bosnie, qui restera notre honte. Elle camoufle à l'occasion la myopie politique : le sida, sur lequel on ferme les yeux. (...) Génération sida, génération chômage, il nous faut formuler ensemble un droit à l'avenir."

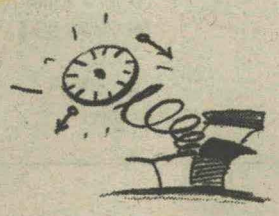
Après Marie-Laure Meyer (sympathisante-92) qui préconise que chacun, en tant que citoyen, s'implique davantage dans la politique au quotidien, Christian Lafont (secteur entreprises) qui demande que l'on s'appuie davantage sur le syndicalisme et le militantisme de proximité, et Alain Anziani (33), qui annonce une bonne nouvelle ("Les socialistes sont bien vivants, ils sont debout et ils sont prêts à se battre"), Claire Dufour (92) défend ardemment une conception active de la politique. "Aux grandes questions de société, dit-elle, la réponse est trop souvent, pour ne pas dire toujours, technique. Et la politique, dans tout cela, ne devient que le choix entre deux inconvénients. Il n'y a plus que la gestion. (...) Cette situation est dangereuse pour notre démocratie, pour notre cohésion sociale. (...) Eh bien, non ! Faire de la politique, ce n'est pas seulement prévoir et se poser la question du "comment faire", mais, éternellement, la question du "que faire ?" Osons la politique. (...)

La tâche du politique, c'est de remettre constamment dans le courant de la discussion ce qui est monopolisé. La politique aujourd'hui doit transmettre le savoir sans avoir peur de perdre le pouvoir et c'est ainsi que se ressaisira la pratique civique."

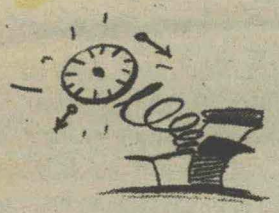
Jean Jaurès Fondation



MIDI DE DEMOCRATIE



16h30



16h

La laïcité : un thème souvent évoqué. Danielle Stoesel (64) rappelle qu'il s'agit d'une "valeur de gauche, jeune et belle". Ses propos sont largement applaudis. "La laïcité, c'est apprendre à vivre ensemble. Nous ne devons pas renier nos valeurs mais faire en sorte que, demain, la France demeure un Etat laïc." Le message est visiblement clair et entendu car la salle réagit bien.

Vivre ensemble et se rassembler, Marie-Noëlle Lienemann (91) en parle avec conviction. "Il faut rassembler toute la gauche et les écologistes, créer une dynamique unitaire car, pour réussir, le PS doit être unitaire pour trois : pour les rouges, pour les roses, pour les verts." Elle insiste : "Il faut contribuer à notre évolution commune, être représentés collectivement et non dans un marasme d'individus." L'ancien ministre du Logement se déclare aussi favorable aux courants d'idées, pour toujours plus de démocratie, et la salle, par ses applaudissements, approuve.

Simone Figuet (06) intervient pour une défense vibrante de la laïcité, seule à même d'être facteur d'intégration. Elle craint que la position des socialistes ne soit différente selon qu'ils se trouvent dans l'opposition ou dans la majorité et critique l'accord Lang-Cloupet, entre l'Etat et l'enseignement privé, signé il y a près d'un an.

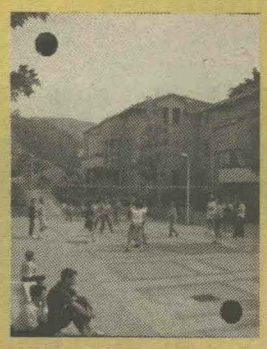
Gilles Martinet (75), en parfait connaisseur des relations internationales, aborde le débat économique qui oppose partisans et adversaires du protectionnisme : "Les défenseurs des thèses protectionnistes ont pris position contre l'intégration européenne. Ils se refusent les moyens de la politique qu'ils préconisent." On peut leur opposer la réalité économique. La France, pays exportateur, ne peut pratiquer une politique protectionniste sans se voir soumise à des mesures de rétorsion." Les critiques qui se font jour témoignent malgré tout d'une intuition : "Les immenses difficultés auxquelles se trouvent affrontées l'Europe et notamment la France ne pourront pas être réglées par la simple application des principes du libre-échange." Nous ne sommes plus au temps des échanges inégaux : toute une partie du Sud, et pas seulement le Sud-Est asiatique, est capable de produire dans des conditions de concurrence. Selon lui, la voie dans laquelle il faut que le Parti socialiste s'engage n'est ni le protectionnisme ni le libre-échange mais "une politique consciente, volontaire, ouverte vers le développement des rapports avec l'Est et le Sud."

(suite p. 11)...

Les courants et le mode de scrutin mixte

Les temps seraient-ils en train de changer ? Les discussions sur les courants, sujet éminemment épineux au PS, se déroulent sans dégénérer. Tout au long de ces Etats généraux, elles ont affleuré sans pour autant empiéter sur le débat de fond. De manière souterraine, elles n'en ont pas moins tenu une place importante, phénomène normal dans le cadre d'un processus de rénovation du Parti. Deux grandes thèses étaient en présence. La première, défendue par les principaux courants, préconisait un scrutin mixte à tendance proportionnaliste pour l'élection des membres du conseil national. La seconde, défendue par les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, prévoyait un système également mixte mais avec une prime majoritaire afin de casser les sensibilités actuelles. "Les militants du Pas-de-Calais ne veulent plus de la représentation proportionnelle intégrale et de la cooptation institutionnalisée, expliquait Daniel Percheron. Ils ne veulent plus du maintien des anciens courants et de leurs querelles du passé. La proportionnelle intégrale ne parvient plus, depuis cinq ans, à imposer le contrôle du pouvoir d'Etat ou de parti, à imposer l'audace des idées et le renouvellement des hommes." Et Daniel Percheron de s'avouer partisan d'une "mixité harmonieuse et acceptée" réservant un tiers des sièges à tous les niveaux aux militants non élus qui représentent le monde syndical, associatif et la mouvance consumériste." Hier soir, un accord devait être trouvé entre les tenants de ces deux conceptions. Deux options, reflétant les deux thèses, devaient être introduites dans le rapport final des Etats généraux présenté ce matin par Jean-Paul Huchon. La question sera donc tranchée par les militants dans le cadre du prochain congrès. Conscients des déboires que leur ont apportés la guerre des courants, les socialistes semblent avoir tiré les leçons du passé. Cette impression devra être vérifiée, dès la semaine prochaine, lors du comité directeur de synthèse qui lancera la procédure du congrès constituant d'octobre. Si celui-ci privilégiait le débat d'idées aux dépens des conflits de personnes, dans le cadre d'un pluralisme maîtrisé, tout en clarifiant le rapport de force politique interne, alors, Lyon aurait effacé Rennes. Un sacré bond en avant pour le PS... ■

NOM : **EYBENS**
38320 ISERE

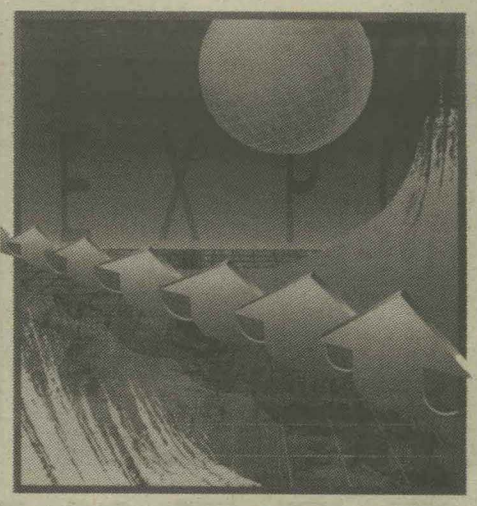


TAILLE : - 9.407 habitants
(+ 4,03% par an
entre 1982 et 1990)
- 5.780 emplois

SIGNES PARTICULIERS :

Développement harmonieux de la ville par

- **une urbanisation équilibrée**
entre la construction des quartiers neufs (Maisons-Neuves - Ruires)
et la revitalisation des quartiers anciens (contrat de ville sur le bourg)
- **un équilibre entre l'accroissement**
de la population (qui a presque doublé en 10 ans) et des emplois sur la commune (2.279 emplois nouveaux se sont implantés sur la commune depuis 1982, sur 4 nouvelles zones d'activités)
- **la réalisation** d'équipements
(centre culturel, gymnases, écoles)
et le développement de la vie associative.



GENERALE LOCATION

EXPOSITIONS
EVENEMENTS
STANDS

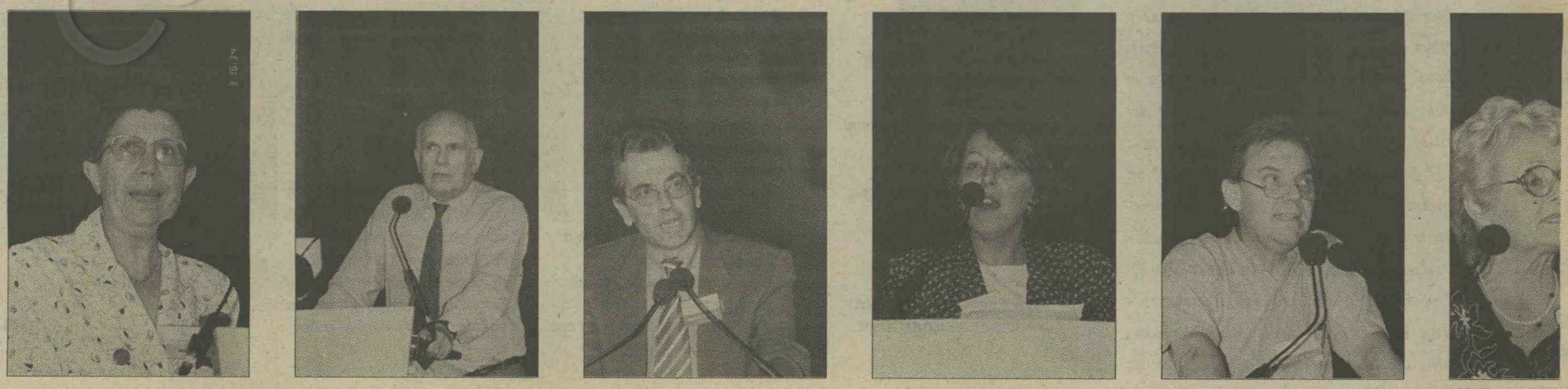
CONCEPTION ET RÉALISATION DE STANDS,
POLYGONE expo
INSTALLATION GENERALE
D'EXPOSITIONS, FRANCE ETRANGER, DESIGNER

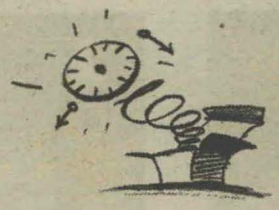
LYON - Route d'Irigny - Z.I. Nord - B.P. 40 - 69530 BRIGNAIS -
Tél. 72 39 54 54 - Télécopie 78 05 16 00 - Télex 305 503 POLYGON

Place aux femmes

La salle lui a fait un triomphe. A l'applaudimètre, Denise Cacheux, ancien député du Nord, a pulvérisé tous les records. Les femmes étaient nombreuses parmi les délégués, incomparablement plus représentées que dans les salles de congrès. Son plaidoyer vibrant pour "une mixité sociale véritable" lui a valu une ovation. "La démocratie dans notre pays et notre Parti se construit en marginalisant les femmes. La domination masculine est une affaire fondamentalement politique. Il s'agit de la démocratie", a-t-elle martelé. "Un homme sur deux est une femme. Le Parti ne doit pas oublier cette vérité, sinon il va à l'échec. Les femmes sont nombreuses aux Etats généraux.
Il faudra en tenir compte." Et, sous les hourrahs, Denise Cacheux promet, au nom des femmes, "si on continue à les rouler dans la farine", de désigner une présidentiable, femme.
Nombreuses, les intervenantes applaudiront ces Etats généraux qui leur donnent enfin une vraie place : "Une première dans l'histoire de notre Parti", se réjouissait Sylvine Thomassin (93). Quarante-trois femmes seulement ont été candidates aux dernières législatives (pour 588 circonscriptions).
"La politique est le principal lieu d'exclusion des femmes, observait-elle. Les femmes sont bien placées pour faire de la politique autrement. Alors, que le Parti se transforme, il est important qu'elles aient leur place. La démocratie sans femmes, ce n'est pas la démocratie", affirmait-elle. Puisque le temps est à l'audace, osons la parité !"
Catherine Mabrut-Lissonde (Allier), plaidant pour les femmes et leur statut, a trouvé sujets à se réjouir : l'affirmation de l'égalité des droits professionnels, de l'accès égal à la formation et à l'éducation... Autant d'éléments qui ont fortement influé sur notre société. C'est ainsi qu'aujourd'hui, 75% des femmes entre 25 et 49 ans travaillent. "Je n'imagine pas qu'ici un seul homme regrette la femme au foyer."
Les femmes, en général, les femmes et la politique en particulier : "Il faut que les femmes soient élues, pas pour être représentantes des femmes mais de tous... Leur absence accentue la coupure entre le monde civil et le monde politique." Quelques propositions pour y remédier : le non cumul des mandats qui permettrait une plus grande diversité, inviter les fédérations à constituer des listes pour les municipales avec une parité hommes-femmes et enfin présenter une femme sur deux aux élections européennes. "Je ne doute pas qu'il y ait 40 femmes de qualité pour être candidates. Nous avons besoin de toutes nos forces. Ne nous privons pas de la moitié d'entre elles." ■

▼ *De gauche à droite : Mireille Pichereau, Gilles Martinet, Alain Claeys, Anne Tillay, Renée Mongin, Josette Durrieu, René Ricarrère, Didier Guillaume, Denise Cacheux, Kofi Yamgmane, Ségolène Royal.*





17h

C'est en tant qu'ancienne militante, exclue du PC et arrivée au PS avec Henri Fiszbin, qu'Anne Tillay (75) s'exprime. Comme tous les socialistes, elle veut le renouveau du Parti. Pour elle, il serait vain de vouloir trouver des responsables à l'échec de 1993 : nous avons souffert de "déficit politique", en faisant comme s'il n'existait plus d'antagonismes sociaux. Le PS doit être ouvert à toutes les sensibilités de la gauche. Mais un parti ouvert ne signifie pas un parti sans orientation claire.

René Mangin (54) affirme d'emblée qu'il est difficile de se faire entendre et comprendre. Parodiant le chanteur Renaud -c'est l'homme qui fait le parti et non le parti qui fait l'homme- il affirme que les courants étaient devenus des machines à promotion interne, à Paris comme en province : on se battait sur les hommes, et non sur des idées. Il préconise donc la fondation d'un "conseil constitutionnel" au sein du Parti, d'une sorte de comité des sages, composé de camarades dont l'intégrité et la sagesse sont reconnues par tous. Il apprécierait les motions à la veille d'un congrès et donnerait des avis qui feraient référence.

Pour Josette Durrieu (65), la gauche existe. Elle vit au Parlement, où elle mène un combat exemplaire qui mérite notre soutien. "Maintenant, s'exclame-t-elle, les Français voient que la droite, ce n'est pas tout à fait comme la gauche." Pourquoi les Français ont-ils fait cette confusion ? Parce qu'il y a eu un hiatus entre notre parole et nos actes. Mais la gauche vient, dimanche, de regagner un canton sur la droite dans son département. "Il n'y a aucun miracle. Nous l'avions perdu parce que la gauche était désunie. Aujourd'hui, la gauche unie s'est retrouvée. Nous avons gagné."

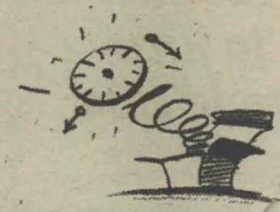
Didier Guillaume (26) est fier du travail accompli depuis un jour et demi. Il demande que les bureaux des courants à Paris soient fermés. "Nous refusons, s'exclame-t-il, d'être les porteurs d'eau de notre leader. Nous voulons être les porteurs d'idées de notre Parti."



17h30

Kofi Yamgnane (29) constate que les idéologies existent encore, et bien. L'ancien secrétaire d'Etat à l'Intégration le prouve, loi Pasqua à l'appui. "L'équation de la droite : immigration = insécurité, est inacceptable. La véritable insécurité serait de verrouiller les frontières, tandis qu'ailleurs des pauvres deviendraient toujours plus pauvres. Cela entraînerait une explosion à laquelle notre pays n'échapperait pas." Pour Ségolène Royal (79), "la bataille pour l'écologie est une bataille pour la démocratie", affirme l'ancien ministre de l'Environnement. Ce sont les mêmes qui subissent la dégradation de leur cadre de vie, le bruit au travail, dans les transports, les logements... Ce sont toujours les mêmes qui cumulent tous ces handicaps." "Faire progresser les droits pour l'environnement, comme les socialistes l'ont fait, c'est faire reculer les inégalités." En un tour de passe-passe, le député des Deux-Sèvres passe de la bataille pour l'environnement à une autre, plus interne au Parti : "Je voudrais insister sur cette soif de démocratie. Si les Français sont suffisamment majeurs pour désigner leur président de la République, les militants socialistes ne le sont-ils pas aussi pour désigner au suffrage universel direct le premier ou les premiers d'entre eux ?"

Jean-Pierre Bel (09), premier fédéral, plaide pour une démocratie participative, pour "donner un second souffle à cette formidable réforme, la décentralisation." Et appelle de ses vœux, contre l'emprise des experts, des technocrates, l'émergence d'une "nouvelle synthèse républicaine à partir du local".



18h

Philippe Ducloux (75), choisit son thème, un seul, mais qu'il défend ardemment : le sida. La France, rappelle-t-il, est le pays d'Europe le plus touché. Et même s'il a été à la pointe de la lutte contre le sida, par exemple en accordant la gratuité des soins aux séropositifs grâce à Bernard Kouchner, un plan d'urgence s'impose, dans trois directions. En matière de prévention, Philippe Ducloux demande la mise en place d'un dispositif d'échange de seringues pour les toxicomanes, l'augmentation des centres de dépistage, une information plus large et plus ciblée. L'égalité des soins doit être atteinte, en multipliant les appartements thérapeutiques, en soutenant davantage les associations de lutte contre le sida. Enfin, les moyens de la recherche pourraient être groupés à l'échelle européenne et ses crédits augmentés. "Le Parti socialiste n'a pas toujours été à l'aise pour traiter du sida... Il ne doit plus aujourd'hui avoir de sujets tabous. Le Parti doit être le fer de lance du combat pour la vie, c'est une question de volonté politique."

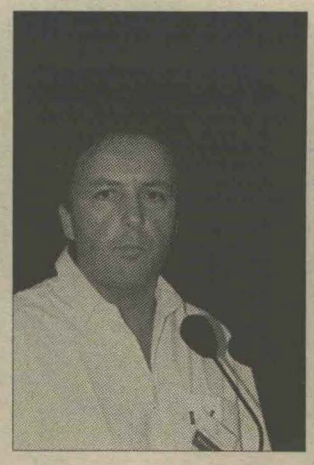
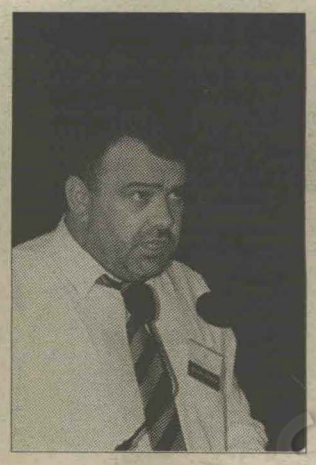
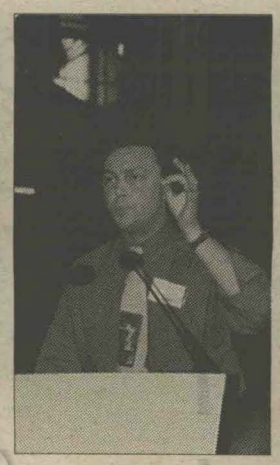
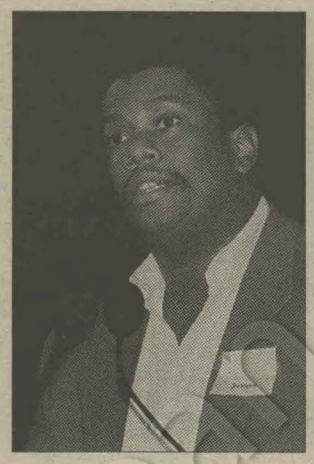
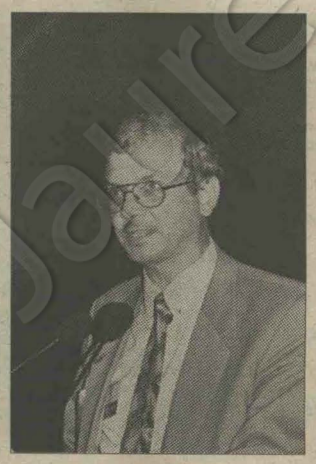
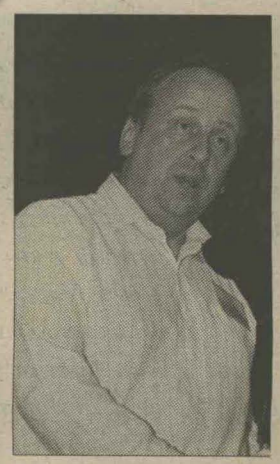
Les départements d'outre-mer ont trouvé leur porte-parole en la personne de Georges Louisor, qui réclame pour les fédérations une plus grande autonomie de fonctionnement et de stratégie afin

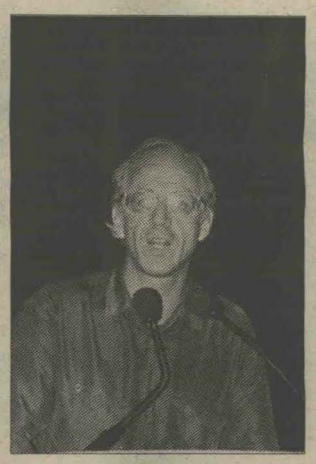


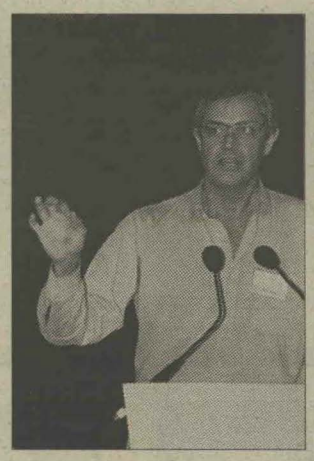
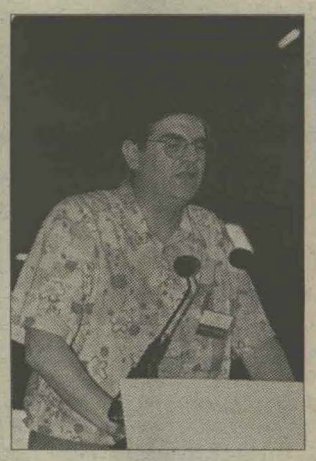
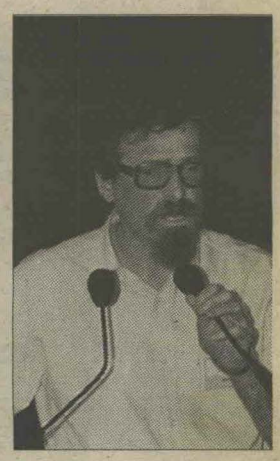
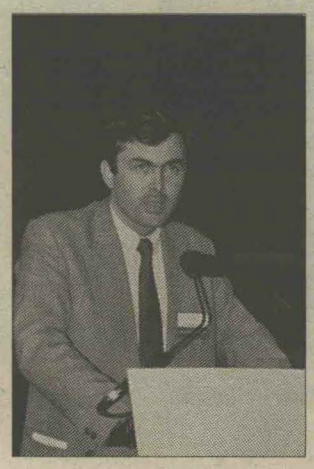
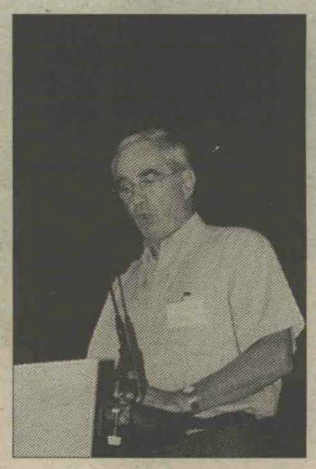
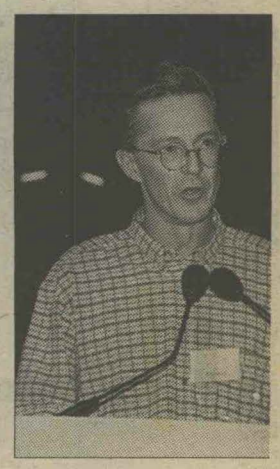
S'engager sans tabou dans la lutte contre le sida

"Une faute aurait été commise si nos Etats généraux avaient fait l'impasse sur le sida", prévenait Claude Pigement, délégué à la santé du PS. Elle ne l'a pas été. Contrairement aux habitudes des congrès, les questions de société ont eu ici une place centrale. Parmi eux, le sida. Avec des constats sans complaisance : "Le Parti socialiste n'a pas toujours été à l'aise pour traiter du sida. Il ne doit plus aujourd'hui avoir de sujet tabou. Le Parti doit être le fer de lance du combat pour la vie.
C'est une question de volonté politique", affirmait Philippe Ducloux (33). "La sphère politique doit faire de la prévention et de la lutte contre le sida une priorité, soulignait avec force Claude Pigement. Qui dressait un constat sévère de la frilosité passée : "30 à 40% des toxicomanes par voie veineuse sont séropositifs. -Les programmes d'échange de seringues sont encore confidentiels. Il faut les développer. Il faut aussi étendre les programmes de délivrance de produits de substitution." Et oser enfin aborder le débat sur la dépénalisation de la drogue. "Que faut-il penser, au moment où le laxiste bien connu Charles Pasqua semble pour quand Simone Veil est contre ? C'est le monde à l'envers !", s'exclamait Claude Pigement. "Le PS doit dépasser ses tabous, affronter en face la réalité de la drogue et du sida", plaidait également Jean-François Krzyzaniak (10). La France est le pays d'Europe le plus touché par l'épidémie. "Le sida, comme le chômage, est un terrible facteur de destructuration sociale, a rappelé Claude Pigement. Que le Parti socialiste ne l'oublie pas !"

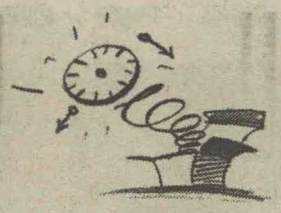
qu'elles puissent répondre davantage aux désirs des militants et désigner eux-mêmes leurs candidats aux élections avec une simple ratification de la Rue de Solferino. Autres souhaits : la création d'un secrétariat national à l'Outre-mer et la présence de représentants d'outre-mer en position éligible sur la liste des européennes.
François Panen (79), premier fédéral, rappelle que "si on ne parle plus de lutte des classes, il y a toujours des dominants et des dominés." Il a surtout enfoncé le clou sur les risques de la politique Balladur avant de donner la parole à une militante des Deux-Sèvres, porteuse d'un message. Prise de parole impromptue que le président, Daniel Percheron, accepte cordialement. Un message pour s'inquiéter du mode de désignation des délégués au congrès constituant de l'automne et demander des moyens pour que ceux qui seront appelés puissent rester les gardiens de l'esprit de ces Etats généraux.
Marc Dolez (59) tient à affirmer davantage une volonté : celle de construire un parti pour toute la gauche. Alliances, stratégie : chacun a reconnu la nécessité d'établir une meilleure articulation avec le mouvement social. Mais "il ne suffit pas de dire que les militants doivent davantage participer aux syndicats, aux associations, il faut aussi que le Parti s'ouvre à eux... pour qu'il devienne le lieu naturel du débat et de l'élaboration de propositions." Il faudrait rompre alors avec une conception centralisatrice et inscrire dans les statuts le désir des militants de se réapproprier le Parti. "Comment, s'inquiète Marc Dolez, imaginer que, rentrant lundi dans nos fédérations, nous expliquions que tout cela était fort intéressant mais que le congrès constituant se déroulera autour de nos bonnes vieilles motions ? Ce serait impossible." Alors, un vœu dans cette perspective : que les adhérents puissent désigner librement, à bulletin secret, les délégués à ce prochain congrès.
Catherine Mabrut-Lissonde (03) revient sur les avancées bénéfiques aux femmes et dues à la gauche (voir encadré).



▶ De gauche à droite et de haut en bas : Jean-Pierre Bel, Alain Pers, Philippe Ducloux, Georges Louisor, François Panen, Marc Dolez, Catherine Mabrut-Lissonde, Bernard Soulage, Laurence Rossignol, Jean-Louis Bianco, Yves Bertrand, Michel Brard, Claude Fleutiaux, Martin Malvy, Dominique Moulin.



18h 30

Bernard Soulage (38) met l'accent sur notre économie. Une analyse pertinente. "Nous ne savons plus ce que nous voulons dans une société qui bouge et où le chômage reste la préoccupation majeure. Aujourd'hui, le capitalisme triomphe, il est fondé sur le marché, le libre-échange absolu. Le libéralisme domine notre société et il est porteur d'inégalités." Pour lui, "le monde doit s'organiser sur d'autres valeurs. Refonder le socialisme, c'est sortir de l'idée que l'individualisme est le moteur essentiel. Nous devons nous fixer des priorités comme, par exemple, créer une Europe organisée et résolue qui servira de référence, qui pésera sur les échanges internationaux." Il invita les socialistes à faire appel à leur imagination : "Repenser et favoriser sans cesse l'égalité des chances, c'est cela, la culture socialiste. Nous devons faire appel à notre imagination, refonder nos valeurs et les mettre en pratique. Agir en vertu de nos valeurs, voilà le nouveau défi des socialistes et notre nouvel espoir."

Propos pratiquement identiques dans la bouche de Laurence Rossignol (91) : "Stabilité monétaire, libre-échange, non intervention de l'Etat... cela entraîne la crise et le chômage. Une crise qui n'en finit pas et qui se conjugue avec une incapacité de la gauche à résoudre la crise sociale. Nous nous interrogeons : est-il possible de faire autre chose ? Et les gens de nous répondre : il est nécessaire de faire autre chose. La marche de manœuvre ? A nous de nous de la créer, d'y croire et d'être crédibles."



19h

Jean-Louis Bianco (04) égrène les dix conclusions de son département : espoir, mobilisation sur le terrain, fin des courants en leur état actuel,

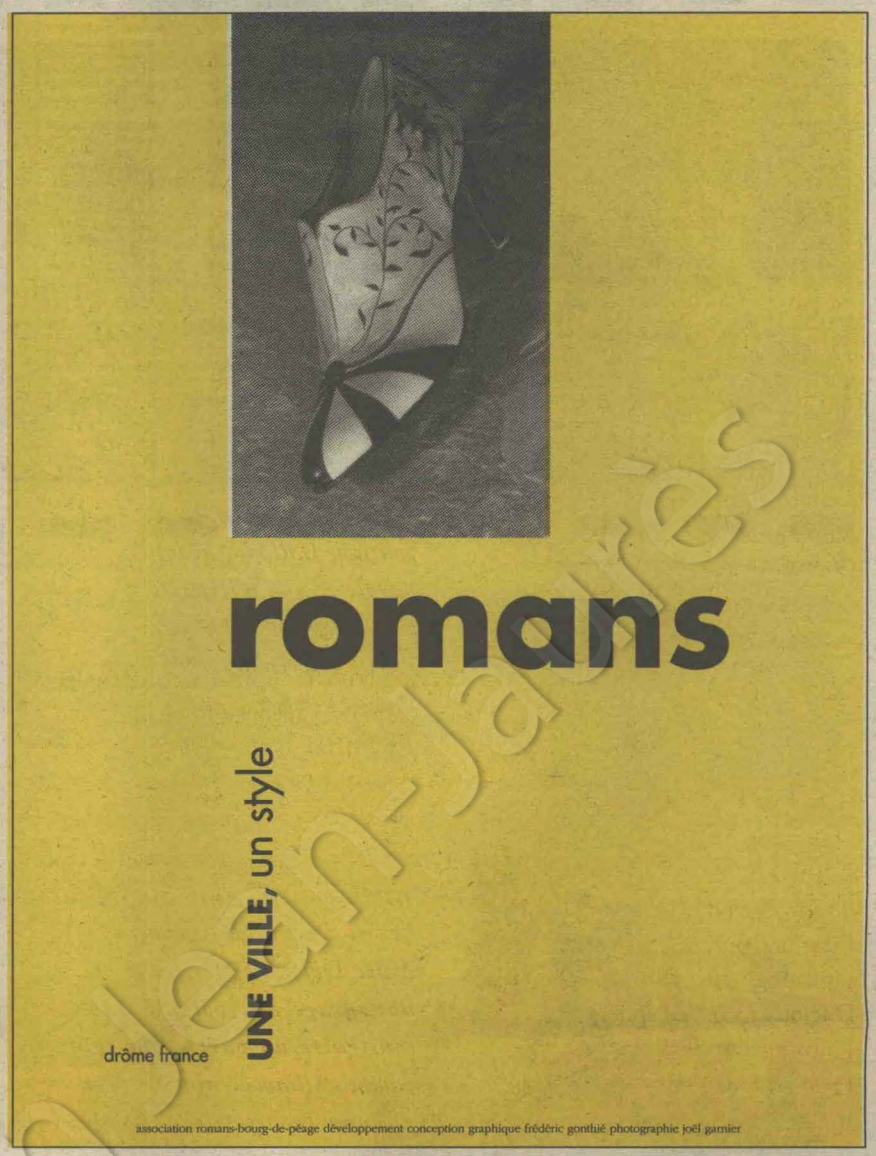
Le cri du cœur d'un chômeur de longue durée

Jean-Luc Noémi (05) a adhéré au PS au lendemain de la défaite des législatives. Il termina des études de géographie en 1988/89, essaya de trouver un emploi dans sa branche : rien. Il voulut passer des concours pour travailler dans les parcs nationaux : plus de concours, les parcs emploient maintenant des contrats emploi-solidarité. Lui-même fut obligé d'y passer : il termine dans quelques jours un CES d'animateur radio de six mois, à 2.500 F par mois. Quand, samedi matin, il entend le bilan de la commission sur le projet, son sang ne fait qu'un tour. Il monte à la tribune pour témoigner.

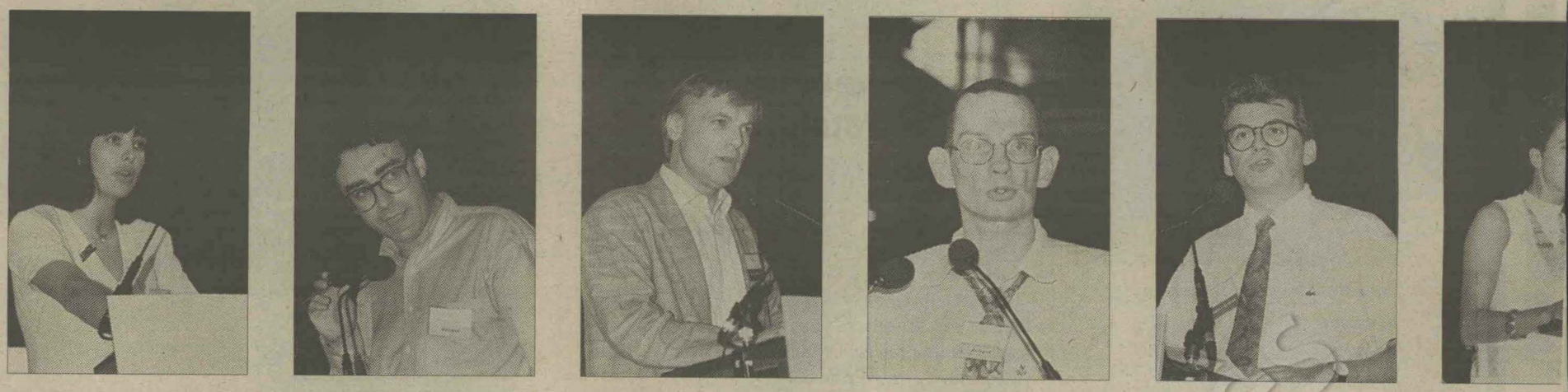
"J'ai eu la surprise de constater que personne, dans cette commission, ne semblait s'être rendu compte des effets pervers des TUC, SIVP et autres CES. Je suppose donc qu'il n'y avait pas, ou si peu, de chômeurs de longue durée dans cette commission.

Je me ferai donc leur porte-parole. "Lorsque vous entrez dans une ANPE et que, sur vingt-quatre annonces, dix-sept relèvent de contrats emploi-solidarité, vous vous posez des questions sur l'offre d'emploi en France aujourd'hui. Je vais vous dire comment cela se passe sur le terrain. Un chef qui embauche un CES ne le fait que pour économiser, et non pour former. Il embauche toujours un CES pour remplacer un autre CES. Ceux-ci ont aidé les patrons à créer une forme de sous-emploi. Le gouvernement Balladur va renforcer cette pratique et l'étendre au privé. Mais ce genre de solution, c'est la mort de l'offre d'emploi ! Lorsqu'un citoyen va ainsi de CES en CES, on ne peut plus dire qu'il vit, mais plutôt qu'il survit.

"Je souhaite que, dans le futur projet socialiste, répartition du travail ne veuille pas dire aussi emploi massif de CES. Je souhaite que, lorsque les socialistes reviendront au pouvoir, ils ne confondent plus lutte contre une aggravation du chômage et lutte pour le développement de l'emploi."







▲ De gauche à droite : Pascale Le Néouannic, Pascal Buchet, Jean-Pierre Moineaux, Jean-François Krzyzaniak, Jean-Claude Perez, Sylvie Thomassin, Gérard Le Gall, Jean-Louis Cottigny, Claude Pigement, Thaïma Samman, Pierre Bourguign

Il y a des villes où les loisirs sont plus évidents.
On y est toujours pour quelque chose.

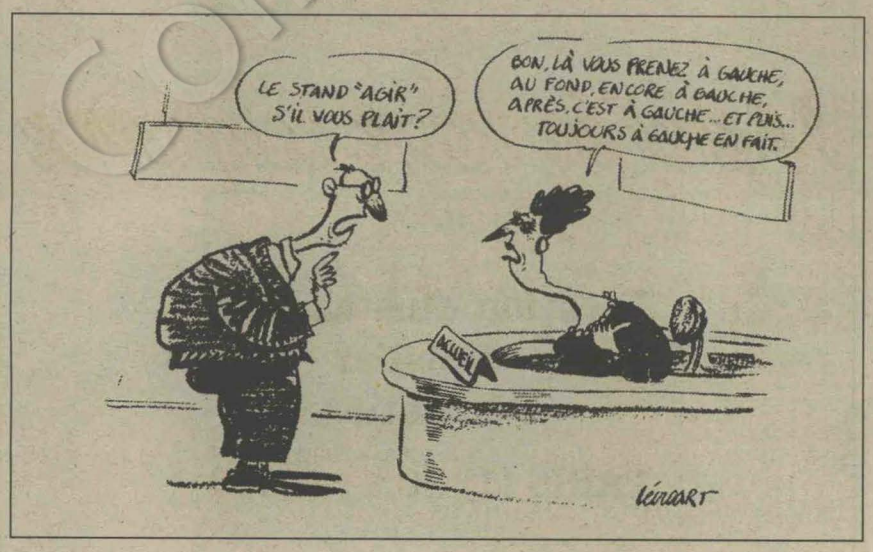


Il y a des villes où la qualité de vie est naturelle, plus préservée et mieux protégée. Regardez alors de plus près. Souvent, Plastic Omnium fait partie du décor. Par exemple, ici avec la "locomotive" du Ludoparc® proposée par Plastic Omnium pour donner aux enfants une aire de jeux bien à eux. Avec sa gamme de produits esthétiques et fiables, toutes ses prestations concrètes et ses équipes passionnées par leur métier, Plastic Omnium est un partenaire attentif et compétent pour tout ce qui contribue à rendre l'environnement de la cité plus agréable. Il y a des villes où les loisirs sont plus évidents. Vous y êtes pour beaucoup. Plastic Omnium y est toujours pour quelque chose.

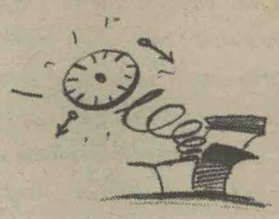
Plastic Omnium Systèmes Urbains. 1 rue du Parc 92300 Levallois. Tél. : (1) 40 87 64 00 - Fax : (1) 47 39 92 87

PLASTIC OMNIUM

DES HOMMES QUI AIMENT VOTRE VILLE.

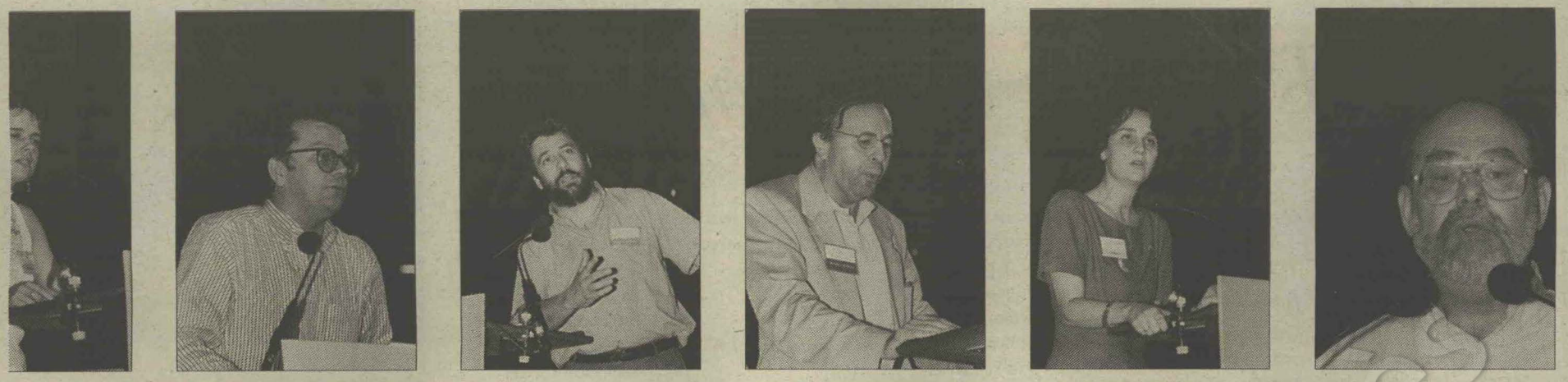


formation politique, nécessité d'une politique pour les ruraux, renouveau du service public, risque de l'ultraproductivisme. "La longue marche pour reconquérir le peuple de gauche et de France vient de commencer à Lyon", lance-t-il. Yves Bertrand (76) propose la tenue d'Etats généraux de la gauche européenne contre le dumping social. Michel Brard, sympathisant non-voyant, (45) intervient pour davantage de solidarité en faveur des handicapés et l'intégration de tous les exclus, une "lutte de chaque jour". Si Claude Fleutiaux (75) pose la question de l'après-Etats généraux et de la préparation du congrès, Martin Malvy (46) stigmatise la politique de Balladur contre laquelle la gauche défendra la première motion de censure, lundi. "Pour reconquérir le pouvoir, il ne saurait y avoir de répit, encore moins d'interrogations et de faiblesse", affirme le président du Groupe à l'Assemblée. Dominique Roulet (36) rappelle, sous les applaudissements, que le rêve reste indispensable à la transformation sociale, et Pascale Le Néouannic (91) aborde la question du mode de scrutin dans le pays et dans le Parti. "On ne peut avoir deux discours", affirme-t-elle.



20h

Médecin, Pascal Buchet (92) plaide pour les patients, la protection sociale, le service de santé : "Ayons le courage de rechercher une réforme réelle du système de santé. Socialiste, je n'accepte pas que la Sécurité sociale soit aux mains de FO et du CNPF, je n'accepte pas un système où les remboursements sont liés au travail, je n'accepte pas que le poids de la Sécurité sociale ne pèse que sur les salariés. La CSG doit être la pierre angulaire de la réforme du financement de la protection sociale. Pourquoi consommer deux fois plus de médicaments que nos partenaires allemands ?" Jean-Pierre Moineaux (88) rappelle les dangers du dumping social et demande une contre-offensive par une action concertée et une organisation politique européenne. Jean-François



on.

Krzyzaniak (10) aborde le douloureux dossier du sida (voir encadré), avant que Jean-Claude Perez (11) tempête contre les conséquences de la loi Evin dans son département. Sylvie Thomassin (93) analyse les causes de l'exclusion des femmes et Gérard Le Gall (89) en appelle à une rigoureuse lecture du passé, respectant les faits. "Pourquoi parler du virage de 1983 ? Quel virage ? 1983 a été le refus d'un virage et de l'isolement." Il plaide pour une éthique républicaine et exprime une conviction : "Si nous faisons ce qu'il faut, l'un de nous peut être élu président en 1995." Jean-Louis Cottigny (62) remercie l'ensemble des militants qui, à 20 heures, sont encore dans les tribunes et, notamment, Michel Rocard. Il demande que l'on n'inscrive dans les textes que les promesses qu'on est sûr de tenir.

A la fin du temps qui lui était imparti, l'orateur donne la parole à un chômeur de longue durée qui n'avait pu être inscrit dans le débat, Jean-Luc Noémi (lire en encadré), puis Claude Pigement (75) mettent l'accent sur l'indispensable prise en compte des malades du sida dans notre société (voir encadré). En toute fin de séance, Thaïma Samman (95) rappelle les difficultés de l'émancipation des femmes et d'une organisation sociale qui puisse y concourir, Pierre Bourguignon (76) met l'accent sur le rôle du militant politique et associatif, engageant à tenir des assises de l'action socialiste au quotidien.

Concluant ce long après-midi de démocratie, Daniel Percheron, président de séance, promet que les textes des quinze inscrits qui n'ont pu être entendus à l'une des quatre tribunes seront publiés dans le compte rendu des débats.

La séance est levée vers 20 h 30.

Compte-rendu établi par Jean-Pierre Bedeï, Bernard Chaouat, Lyne Cohen-Solal, Jacques Garat, Monique Grima, Patricia Jaffray, Chrystie Lipani et Maryline Trassard.

LA PERFORMANCE AU QUOTIDIEN.

MAINTENANCE D'INSTALLATIONS THERMIQUES, GESTION DE L'ÉNERGIE, CLIMATISATION. INCINÉRATION D'ORDURES, ASSAINISSEMENT. TÉLÉSURVEILLANCE, TÉLÉGESTION. STREICHENBERGER ENERGIE SERVICES S'APPUIE SUR 40 ANNÉES D'EXPÉRIENCE POUR RÉPONDRE À DE NOUVEAUX BESOINS.

Une capacité à concevoir et à mettre en œuvre toutes les solutions qui permettent d'optimiser le montage d'un projet ainsi que sa gestion future : voilà la force de l'entreprise.

Streichenberger Energies Services, c'est, sur 10.000 installations gérées, l'efficacité et la disponibilité de 1.250 collaborateurs, 24 heures sur 24, pour une véritable performance au quotidien.

STREICHENBERGER ENERGIES SERVICES

23, RUE RENAN 69007 LYON - TÉL. 72.73.86.86

DIRECTIONS RÉGIONALES ET AGENCES : LYON • BORDEAUX • NANTES • ANGOULEME • TOULOUSE • MONTPELLIER CLERMONT-FERRAND - SAINT-ÉTIENNE • MARSEILLE • CHAMBÉRY • DIJON • LIMOGES • BESANÇON • PAU.

Regards d'anciens

FERNAND TARDY, adhérent depuis 1935, sénateur des Alpes-de-Haute-Provence.

J'ai adhéré à la vieille SFIO en 1935. Pendant la guerre d'Algérie, je l'ai quittée pour fonder le PSA, puis le PSU. Je suis revenu au PS un peu avant Epinay.
Pour moi, le socialisme, c'est d'abord la solidarité. Ce qui se dit ici montre qu'elle est encore très présente. Mais il faut voir la suite : aujourd'hui, ce sont des mots. Je regrette l'abandon de la lutte des classes. On devrait y revenir. Elle existe toujours. J'ai voué toute ma vie au bien social et à l'aide des autres. C'est ça, pour moi, le socialisme : c'est la bonté, la générosité. "Il faut aller vers l'idéal et comprendre le réel", disait Jaurès. Nous devons avoir une pratique de gouvernement différente, mais teintée par la doctrine.
Les socialistes doivent comprendre que le gouvernement -dans les conditions qu'ont connues les derniers- ne peut pas appliquer la doctrine.
Mais la doctrine a besoin d'être pensée : nous devons la repenser et essayer de l'inculquer à un maximum de gens. Elle doit être solide pour que chacun s'en imprègne. Les gens doivent savoir pourquoi ils sont socialistes. Pour moi, c'est le plus urgent.

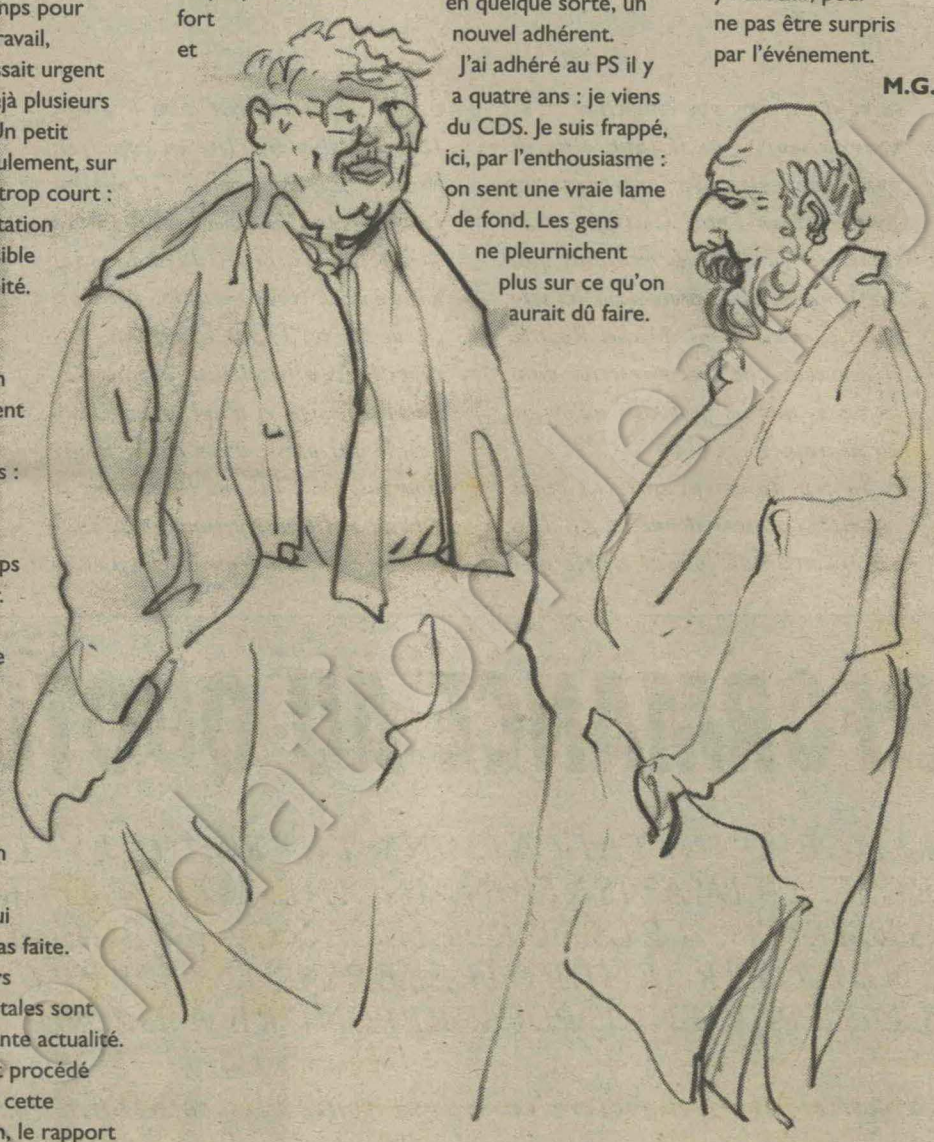
Roger Camou, adhérent depuis 1972, premier fédéral du Tarn.

Ces Etats généraux sont une excellente initiative. Dommage qu'on ait attendu si longtemps pour faire ce travail, qui paraissait urgent depuis déjà plusieurs années. Un petit regret seulement, sur le temps trop court : la précipitation a été nuisible à la sérénité. Tout cela demande un certain changement dans les mentalités : les gens n'ont pas eu le temps d'intégrer. Le socialisme n'a pas changé : c'est son adaptation à la société qui ne s'est pas faite. Ses valeurs fondamentales sont d'une criante actualité. Si on avait procédé à temps à cette adaptation, le rapport entre le Parti et le gouvernement aurait pu se faire sur un autre mode que celui de la nécessaire gestion du quotidien. Celle-ci a imposé au Parti certains choix alors que c'est le Parti qui aurait dû imposer ses orientations au gouvernement. Le fait d'être dans l'opposition va imposer cette réflexion en profondeur et l'obligation de faire avancer le projet. La politique actuelle de la droite nous conduit droit au mur. Mais si le Parti n'est pas capable de donner un projet de société fort et porteur, on va vers un populisme dangereux, qui fera le lit des extrêmes.

Claude Bartier, Vosges.

J'ai 73 ans mais je suis, en quelque sorte, un nouvel adhérent. J'ai adhéré au PS il y a quatre ans : je viens du CDS. Je suis frappé, ici, par l'enthousiasme : on sent une vraie lame de fond. Les gens ne pleurnichent plus sur ce qu'on aurait dû faire. J'ai connu le Front populaire. Aujourd'hui, je vois un socialisme en pleine mutation. Mais nous sommes à la limite d'une explosion sociale. Le PS devrait y réfléchir, pour ne pas être surpris par l'événement.

M.G.



Le gaspi ?
Non merci.
Vous recevez 2 exemplaires de "Vendredi" ? Signalez-le nous
(renvoyez-nous les bandes adresses).

Vendredi

10 rue de Solferino,
75333 Paris cedex 07
Tél. (1) 45.56.78.57
Fax (1) 45.51.47.03

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Jean-Jack Queyranne

REDACTRICE EN CHEF :
Lyne Cohen-Solal

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Jacques Garat

SECRETAIRE GENERAL DE LA REDACTION :
Jacques Goubin

ONT PARTICIPE A LA REDACTION DE CE NUMERO :

Jean-Pierre Bedéï, Bernard Chaouat, Monique Grima, Patricia Jaffray, Chrystie Lipani, Ghislaine Toutain, Maryline Trassard

SECRETAIRE DE REDACTION :
Vanda Gervasio

MAQUETTE ET MONTAGE :
Flavienne Allar, Sandrine Girard

INFOGRAPHIE :
Jean-Pierre Pécau

REVISION:
Jean-François Gantois

PHOTOS :
Pascal Lebrun

ILLUSTRATIONS :
Philippe Lechien

ADMINISTRATION GESTION :
Madeleine Darbel

SERVICE LECTEURS :
Marie-Reine Jost, Marie-Lou Le Bras

PUBLICITE :
Pyramid Conseil

PHOTOGRAVURE :
Deleatur Lyon

IMPRESSION:
Rhône offset press (Irigny)

N° de commission paritaire : 10.889

"Vendredi"
est édité par
Les Nouvelles Editions de l'An 2000